



Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2013

Jeux et enjeux du texte

Colloque international « Les stratégies du *smart power* américain »

Élodie Gallet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transatlantica/6544>

DOI : [10.4000/transatlantica.6544](https://doi.org/10.4000/transatlantica.6544)

ISSN : 1765-2766

Éditeur

Association française d'Etudes Américaines (AFEA)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Référence électronique

Élodie Gallet, « Colloque international « Les stratégies du *smart power* américain » », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2013, mis en ligne le 12 mars 2014, consulté le 03 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/6544> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.6544>

Ce document a été généré automatiquement le 3 février 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Colloque international « Les stratégies du *smart power* américain »

Élodie Gallet

NOTE DE L'AUTEUR

L'intégralité des communications et des échanges est disponible sur le site de la télévision numérique de l'Université de Poitiers.

Lien vers le programme du colloque : [http://mimmoc.labo.univ-poitiers.fr/spip.php?article219&var_recherche=smart power](http://mimmoc.labo.univ-poitiers.fr/spip.php?article219&var_recherche=smart+power).

- 1 Les 10 et 11 octobre 2013, la MSHS de l'Université de Poitiers a accueilli le colloque international « Les stratégies du *smart power* américain : redéfinir le leadership dans un monde post-américain », organisé par Maud Quessard-Salvaing (MIMMOC, Université de Poitiers) et Maya Kandel (IRSEM, Ministère de la Défense). Pendant deux jours, et sur fond de *shutdown* empêchant d'ailleurs la participation de M. le Consul des États-Unis à cette manifestation, les intervenants ont cherché à dresser un panorama des théories, des stratégies et des lieux géo-stratégiques où le *smart power* américain s'élabore et s'exerce.

Séance plénière d'ouverture : table ronde autour de l'ouvrage de Daniel Serwer, *Righting the Balance : How you can help protect America*

- 2 Le colloque s'est ouvert par une table ronde modérée par Justin Vaïsse et réunissant Daniel Serwer, Pierre Hassner et Pierre Melandri. Dans son dernier ouvrage¹ présenté à cette occasion, Daniel Serwer s'est interrogé sur ce qu'il advient après un conflit. En partant du constat que la paix ne peut s'obtenir sans qu'une reconstruction fasse suite à

la destruction, il a mis l'accent sur quatre points sur lesquels la politique étrangère devrait être focalisée : la prévention des conflits grâce à l'anticipation ; la restructuration, en réduisant par exemple le nombre d'ambassades et en ayant recours aux nouvelles technologies ; le « *burden sharing* », en sollicitant davantage la société civile ; et enfin les efforts fournis par les ONG auxquelles il serait opportun de transférer plus de ressources.

- 3 Pierre Hassner s'est exprimé sur l'aspect politique du *smart power*. Selon lui, la situation laissée par le retrait des troupes américaines en Irak et en Afghanistan, illustrerait la difficulté de combiner les dimensions de la puissance : la stratégie actuelle basée sur la triade « forces spéciales - drones - cyber guerre » permettrait d'obtenir des résultats ciblés, mais pas nécessairement de reconstruire. Il ne suffit pas d'additionner le *hard power* et le *soft power*, pour obtenir un usage « *smart* » de la puissance ; il conviendrait de mieux réfléchir au rôle que doivent respectivement jouer les civils et les militaires, mais aussi de mieux équilibrer le rapport qu'ils entretiennent.
- 4 Pierre Melandri s'est positionné en historien en se demandant pourquoi le concept de *smart power*, apparu en 2004, revenu en 2007, puis officialisé et revendiqué à partir de 2009, suit cette trajectoire. Quatre explications sont proposées. Premièrement, il s'agirait d'une réaction à l'impression de « *dumb power* » laissée par le premier mandat de George W. Bush. Deuxièmement, cette expression serait devenue une marque de fabrique de Barack Obama. Troisièmement, cette approche répondrait à une exigence de souplesse, d'information et de nuances dans un monde qui ne serait plus multipolaire, mais multipartenaires. Le *smart power* permettrait enfin aux États-Unis de faire une meilleure utilisation de leurs ressources alors qu'ils sont confrontés à une crise de moyens à laquelle s'ajoute une érosion de la volonté politique. Pierre Melandri a conclu en exposant les difficultés auxquelles un tel programme peut se heurter.
- 5 Le dialogue qui a suivi entre les intervenants a notamment permis de rappeler l'importance de la notion de « *nation building* », de signaler le caractère prioritaire et urgent de la question de la sécurité, mais aussi de se pencher sur la réception de l'expression « *smart power* ». Selon Justin Vaïsse, il s'agirait d'un slogan visant à résoudre une contradiction, observée surtout par les historiens. Daniel Sewer a conclu la table ronde en expliquant que, selon lui, il s'agit d'un réel concept renvoyant strictement à la combinaison des pouvoirs militaire et civil.

Atelier « Smart power and the working of American politics : the fabric of smart power. Hard power wars and “the war on soft power” »

- 6 En 2007, Joseph Nye et Richard Armitage publiaient un rapport sur le *smart power*², en vue d'adapter le modèle du leadership américain aux crises du XXI^e siècle. Deux ans plus tard, Hillary Clinton revendiquait la mise en œuvre du *smart power* qui devait permettre aux États-Unis de restaurer leur leadership et de le maintenir, en sollicitant et en combinant les divers outils du *hard power* et du *soft power*.
- 7 En ouverture du premier atelier, Olivier Chopin a présenté la généalogie du concept politique de *smart power* en exposant les différentes étapes de sa structuration. Il s'agit d'une inflexion de l'articulation de la distinction classique de 1990 entre *hard power* – incluant les éléments militaires, diplomatiques et économiques de la puissance – et

soft power — axée sur la collaboration, sans contrainte, avec l'autre. Le *smart power* aurait ainsi été développé comme une réaction à la « guerre globale contre la terreur » de George W. Bush, en vue de la dépasser.

- 8 Vincent Michelot a souligné que le Congrès des États-Unis est l'un des principaux acteurs de la formulation et de la mise en application du *smart power*, malgré les paradoxes et les dysfonctionnements qui caractérisent cette institution. Pour beaucoup, cela expliquerait que le processus d'élaboration de la politique étrangère se détourne de plus en plus de la branche législative pour se focaliser sur l'exécutif.
- 9 Maya Kandel a abordé le *smart power* sous l'angle de l'emploi de la force militaire. Elle a défini les modalités et l'évolution des interventions militaires américaines pour apprécier s'il y avait eu, par le *smart power*, une véritable rupture avec M. Obama (l'un des objectifs affichés de la commission sur le *smart power*) et s'il était parvenu à élaborer un « *smart way of war* ». Elle a ainsi constaté une reformulation du leadership américain, qui se manifeste notamment par le recours à de nouvelles armes (drones, cyber offensives), une empreinte légère avec les forces spéciales (AFRICOM), et un « leadership par l'arrière » pour des interventions non vitales pour les intérêts américains, par exemple en Libye.

Atelier « Hard Power. Puissance militaire, alliances et stratégies de la puissance »

- 10 Pour Jean-Vincent Holeindre, le *smart power* serait l'antithèse du *soft power*. En puisant dans la mythologie grecque, l'intervenant a dressé un parallèle entre le couple notionnel force/ruse mis en scène par Homère à travers les personnages d'Achille et d'Ulysse, et le concept de *smart power*, combinant la force matérielle et la capacité d'influence. Il a ainsi souligné l'importance de la *metis*, renvoyant à une forme d'intelligence rusée qui caractériserait l'évolution de la politique extérieure américaine après que l'administration Bush a cédé à l'*hubris*, la démesure. Selon lui, les Européens pourraient par ailleurs aider les Américains à prendre conscience du pouvoir cognitif de la ruse, en interprétant ce terme de manière plus stratégique.
- 11 David Haglund a avancé deux principaux arguments. Tout d'abord, une sorte d'alliance tripartite émergerait en matière de sécurité transatlantique, laquelle résulterait d'un côté de la coopération croissante entre la France et le Royaume-Uni au sein de l'Europe en matière de sécurité et de défense, et de l'autre du rapprochement entre la France et les États-Unis par la restauration du comité stratégique entre ces deux pays. Par ailleurs, la forte empreinte américaine sur la doctrine de l'alliance ferait toutefois du *smart power* un outil rhétorique masquant le long contentieux du « *burden sharing* » qui affecte les relations transatlantiques, ce qui pourrait potentiellement nuire à ces relations et à leurs perspectives futures.
- 12 Le Colonel Michel Goya a examiné la conception que les Américains ont de la force armée, instrument pour contrer toute menace et pour rétablir l'ordre. Au regard de l'utilisation qui a pu être faite du *hard power* américain après la Seconde Guerre Mondiale et la guerre froide, il a expliqué que cette conception avait, d'un côté, démontré de la part des États-Unis une capacité de mobilisation de ressources inégalées dans l'Histoire ; mais que d'un autre côté, leur conception totale du *hard power* pouvait être contradictoire, car trop radicale, avec leur politique de puissance face à la

complexité des affaires du monde et particulièrement des conflits contemporains. Selon lui, une transformation profonde de la manière dont les États-Unis envisagent la force et la violence serait nécessaire.

- 13 Gildas Le Voguer s'est focalisé sur le renseignement américain. La politique menée pendant la Guerre froide serait une préfiguration de la stratégie du *smart power* dans la mesure où, à cette époque, la voie du renseignement a pu constituer une alternative à l'utilisation tant de la force militaire que de la diplomatie. Des questions posées pendant les années 1960³ ressurgiraient aujourd'hui à l'égard de cet instrument de la politique étrangère. Incontournable, le renseignement donnerait toutefois lieu à des dérives susceptibles de conduire à la déchéance du *smart power*. Pour le démontrer, les différentes phases du recours au renseignement depuis le *National Security Act* de 1947 jusqu'à aujourd'hui ont été retracées.

Atelier « Smart power and geo strategic interests: leading through civilian power? »

- 14 Sami Makki s'est penché sur la mise en application pratique du *smart power* en étudiant la généalogie d'un élément du *smart power*, à savoir la problématique civilo-militaire, et en soulignant les tensions existantes entre les dispositifs diplomatiques et militaires. Il a cherché à démontrer que la dynamique impulsée par les États-Unis avait eu une forte influence sur la façon dont les Européens, au sein de l'OTAN, ont intégré ces normes, lesquelles seraient qui plus est la manifestation d'un phénomène d'acculturation stratégique au sein des forces armées européennes. Il a toutefois insisté sur la difficulté de transposer des dispositifs dans un contexte autre que celui dans lequel ils ont été conçus.
- 15 Après en avoir rappelé les origines, Julien Zarifian a expliqué la dimension géopolitique du contentieux entre la Turquie et la partie arménienne, et exploré l'implication des États-Unis qui ont affiché une volonté de mettre un terme à ce contentieux. Il a rappelé que les autorités américaines ont notamment soutenu deux processus de rapprochement ayant abouti en 2009 à la signature de protocoles entre la Turquie et l'Arménie, lesquels n'ont pas été ratifiés à ce jour. Les États-Unis seraient en réalité dans une situation inconfortable, du fait qu'ils sont sollicités d'un côté par le lobby arménien, fortement représenté sur leur territoire, et de l'autre par la Turquie avec laquelle ils partagent des intérêts au Moyen-Orient.

Atelier « Instruments de la diplomatie : le web, la religion, l'immigration »

- 16 Maud Quessard-Salvaing a mis en perspective les stratégies d'influence et de persuasion de la nouvelle diplomatie publique américaine, en tant qu'outil privilégié du *smart power*. Les stratégies du *smart power* se caractérisent notamment par une exploitation maximale des nouveaux médias et du Web 2.0, « en qualité de vecteur de la conquête des esprits ». Les réseaux sociaux seraient devenus des armes à la fois de promotion de la démocratie dans les régimes autoritaires, et de restauration de l'image de la puissance américaine à l'étranger. Maud Quessard-Salvaing a donc cherché à en déterminer la spécificité et à en cerner les limites. Pour ce faire, elle a retracé les

changements de stratégies ayant été adoptés depuis 2009 par le département d'État, avant d'évaluer le rôle de l'État-réseau auquel les stratégies de privatisation de la diplomatie publique ont donné naissance.

- 17 Marie Gayte s'est interrogée sur l'utilisation de la dimension religieuse comme instrument de diplomatie. L'un des objectifs de la politique étrangère américaine étant la défense de la liberté religieuse, les autorités manifesteraient une volonté de collaborer avec les organisations religieuses, en particulier avec le Vatican. Il s'agirait d'un allié potentiel de la diplomatie en raison de sa présence à travers le monde, mais également du dialogue interreligieux qu'il entretient avec le monde musulman, ou de son militantisme pour l'environnement, pour la paix en Proche-Orient, ou encore contre la prolifération nucléaire. Les autorités américaines se heurteraient toutefois à plusieurs obstacles, tels que la concurrence avec d'autres objectifs de politique étrangère jugés plus importants, ou encore l'impression d'impérialisme culturel américain que donnent parfois les fonds accordés aux initiatives religieuses œuvrant à l'international.
- 18 Saïd Ouaked a exploré la question de l'immigration, interface des politiques nationales et internationales, au sein de la diplomatie publique. Bien que l'immigration soit un composant clé du *soft power*, qui accorde une place importante à l'élite étrangère, les États-Unis ne seraient plus le pays d'accueil des étrangers qu'ils étaient autrefois. L'immigration illustrerait le manque d'adéquation entre les résultats recherchés par la Maison Blanche et le Congrès, et les moyens utilisés pour y parvenir. En se focalisant sur les problèmes liés à l'immigration et en négligeant les bienfaits qu'elle peut entraîner, les autorités américaines pourraient priver leur pays de personnes compétentes qui seraient susceptibles d'assurer le rôle de passerelles y compris avec les pays du Moyen-Orient.

Atelier « *Smart power* et politique étrangère économique »

- 19 Pierre Arnaud a constaté que, malgré un déficit commercial endémique, les États-Unis continuent à exercer une véritable influence économique. Ce déficit est, selon lui, cohérent avec la nécessité de répondre aux besoins de liquidité de l'économie internationale, accrus avec le développement des pays émergents. Le fait que la consommation excède la production permettrait au dollar, monnaie de réserve et de transaction internationale, de sortir de l'économie américaine et de circuler dans l'économie mondiale. Pierre Arnaud s'est interrogé sur la viabilité de ce système qui devrait selon lui être stable à court, voire moyen, terme en raison de la fonction de consommateur de dernier recours des États-Unis, du rôle international du dollar et de l'exploitation du gaz de schiste.
- 20 Jean-Baptiste Velut a d'abord constaté deux tendances antagonistes : d'une part la mondialisation et les mutations de la souveraineté nationale, et d'autre part l'essor de la Chine et d'un capitalisme d'État. Il s'est alors demandé comment les États-Unis ont adapté leur politique économique étrangère face à ces deux tendances en examinant les principaux vecteurs du *smart power* : la puissance financière, la stratégie commerciale et la politique d'innovation, qui se manifestent à travers le soutien aux exportations, la

diplomatie des sommets, la politique de compétitivité et la politique étrangère de la *Federal Reserve*.

- 21 Celia Belin a cherché à identifier les fondements actuels de la puissance américaine et la manière dont les États-Unis exploitent les outils dont ils disposent pour asseoir cette position. Face au déclin relatif auxquels ils sont confrontés, les États-Unis ont réagi en adoptant une nouvelle politique commerciale offensive, multipliant les accords bilatéraux et régionaux, comme en attestent les négociations en cours pour signer des accords dits de nouvelle génération⁴. En cas de signature, ces accords permettraient de créer un espace de libre-échange embrassant 65% de l'économie mondiale, constituant ainsi de nouveaux leviers de puissance face aux grands pays émergents. Les enjeux ne seraient donc pas seulement économiques mais également politiques et stratégiques.

Atelier « *Smart power* et stratégies du pivot : désengagement au Moyen-Orient et redéploiement stratégique (économique, militaire et culturel) vers l'Asie »

- 22 Le pivot asiatique a fait l'objet du dernier atelier du colloque. Après avoir constaté qu'en Chine, contrairement à la tendance générale, le budget alloué à la défense est en hausse, Gary Schmitt s'est interrogé sur la réaction que devraient avoir les États-Unis face à ce constat. Il a alors formulé trois recommandations : la première serait de renforcer la puissance militaire dans la région, la deuxième de conclure le partenariat transpacifique de libre échange entre 12 pays d'Asie du Pacifique, et la troisième, d'ordre diplomatique, de créer un forum qui rassemblerait les démocraties et leur permettrait de travailler ensemble. Les États-Unis pourraient de cette manière mieux ancrer leur *soft power* en Asie et y maintenir leur prééminence.
- 23 Dans ce contexte de rééquilibrage du pouvoir entre les États-Unis et l'Asie du Pacifique, Hugo Meijer a examiné l'évolution de la politique américaine de contrôle des exportations vers la République populaire de Chine. Il a notamment rappelé que la stratégie appliquée à l'égard de l'Union soviétique ne pouvant pas être transposée à la Chine, les États-Unis ont dû, au lendemain de la Guerre Froide, revoir et adapter leur stratégie de contrôle des exportations afin de maintenir leur prééminence technologique et militaire sur ce pays. Le gouvernement américain a progressivement réévalué le lien entre la sécurité nationale et les intérêts économiques, pour adapter sa politique.
- 24 Isabelle Facon a enfin rapporté la vision russe de la question du pivot asiatique des États-Unis. Après avoir signalé que cette formule de « pivot asiatique » n'a étonnamment pas été traduite en russe, elle a avancé que la discrétion de Moscou à l'égard de la politique étrangère américaine résulterait de trois principaux facteurs. La Russie, moins menacée en Chine qu'en Europe ou au Moyen-Orient, n'aurait d'abord pas le sentiment d'être la cible du pivot. Ensuite, les intérêts de la Russie en Asie seraient moins nombreux et moins sensibles. Enfin, la Russie serait en phase exploratoire, s'intéressant encore aux opportunités et aux risques potentiels : elle chercherait à mesurer l'ampleur réelle du pivot et l'impact potentiel qu'il pourrait avoir sur la réalisation de ses propres intérêts, notamment en Asie.

NOTES

1. SERWER, Daniel, *Righting the Balance: How you can help protect America*, Potomac Books Inc., 2013.
 2. NYE, Joseph S. Jr. et ARMITAGE, Richard L., « Commission on Smart Power : A smarter, more secure America », Center For Strategic & International Studies, 2007.
 3. RANSOM, Harry Howe, « How Intelligent is Intelligence », *New York Times Magazine*, 22 mai 1960, 20, 77-79.
 4. Trans-Pacific Partnership et Transatlantic Trade and Investment Partnership.
-

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEUR

ÉLODIE GALLET

Université de Poitiers